

Pour la création d'une conférence des femmes pour lutter contre les changements climatiques

EXPOSÉ DES MOTIFS

Dans l'ensemble des pays du monde, jour après jour les femmes sont en première ligne face au dérèglement climatique.

Partout, elles ont la charge principale de la vie quotidienne et donc de la survie de leur ménage et entourage : elles cultivent, collectent l'eau et le bois, gèrent l'alimentation familiale produisent la nourriture, nourrissent la communauté. Dans les pays du Sud, entre 60 et 80 % de la production alimentaire (données FAO) sont le fruit du travail des femmes et des filles et paradoxalement elles représentent 60% des personnes qui souffrent de faim chronique. L'instabilité du climat due au réchauffement climatique, l'accaparement des terres cultivables par des fonds d'investissement ou des multinationales, la privatisation de l'accès à l'eau et aux semences, impactent directement leur quotidien en rendant leurs tâches plus difficiles encore

Cette responsabilité attribuée aux femmes par toutes les sociétés à différents degrés, les amène à contribuer aux problèmes climatiques « par défaut » (l'utilisation du bois de chauffe est un problème énergétique majeur en Afrique), et, en même temps, à assumer un rôle de gardiennes de la biodiversité par nécessité.

Dans les pays occidentaux, ce sont aussi surtout les femmes qui achètent et cuisinent les produits alimentaires (en France en 2010, elles y passent en moyenne 1h de plus par jour que les hommes). Les questions environnementales, notamment liées à la santé et à l'alimentation, les concernent particulièrement.

Partout, les rapports de genre inégaux discriminent les femmes et les filles (accès à la terre, aux intrants, à l'emploi, à l'éducation, aux droits sexuels et reproductifs, à la prise de décision etc.). De fait, elles représentent 70 % des personnes pauvres de la planète. Elles sont moins éduquées, moins informées, moins protégées, moins bien logées, moins élu-e-s que les hommes. Elles sont les premières victimes du changement climatique (80 % des réfugié-e-s climatiques) et sont plus nombreuses à mourir dans les catastrophes naturelles (2 fois plus de femmes que d'hommes sont mortes lors du Tsunami de 2004), etc ... La crise climatique augmente aussi les violences contre les femmes et les filles.

« Mais victimes n'est pas synonyme de passives ! Les femmes ont toujours lutté pour survivre et permettre la survie de leur communauté. »

Partout, les femmes luttent pour préserver leur environnement, dégradé tant par le réchauffement climatique que par l'appropriation et la marchandisation de la nature. Elles sont engagées dans tous les mouvements écologistes et de défense des biens communs.

Elles s'organisent contre les entreprises transnationales, contre l'industrie extractive, contre l'agriculture intensive, contre la privatisation de la nature, pour la souveraineté alimentaire et la défense des biens communs. Et dans le même temps, elles construisent de nouveaux systèmes d'irrigation, d'autres manières de gérer collectivement les réserves d'eau, et mettent en place des solidarités concrètes (exemple : après Katrina, etc.).

Le rôle des femmes est déterminant dans les luttes pour préserver leur terre. Aux Etats-Unis la participation des femmes dans le mouvement du Love Canal contre la discrimination raciale et la pollution urbaine a donné naissance au mouvement de justice environnementale.

Elles initient des changements dans les modes de consommation et de production. Le système des AMAP a été imaginé et mis en place dans les années 60 par des femmes japonaises. En France, elles sont nombreuses à l'origine des SELs et des jardins collectifs. L'agriculture bio et les AMAP ont aussi été particulièrement investis par les femmes paysannes. En Grèce et ailleurs, les femmes organisent des cuisines collectives.

Sans les femmes (comme le défendait R. Dumont dans son dernier ouvrage sur l'Afrique), le changement de système indispensable ne pourra avoir lieu.

Mais, partout aussi, les femmes contribuent massivement aux mesures d'atténuation et d'adaptation, sans pour autant participer à la prise de décision politique, aux niveaux local, national et international. Peu de données documentent leur quotidien et leur combat face aux changements climatiques. L'invisibilité de l'impact disproportionné des changements climatiques sur les femmes, de leur travail et de leur implication empêche une véritable alternative de voir le jour.

La prise en compte de la force de mobilisation des femmes est un préalable dans l'élaboration et la mise en œuvre d'alternatives globales au système mortifère et inégalitaire dans lequel nous vivons. Pour répondre à la crise **écologique**, sociale, politique, économique et environnementale

MOTION

Le Conseil fédéral, réuni les 10 et 11 octobre, demande que les responsables EELV, les participant-es à la Cop 21, soient porteur-es des propositions suivantes :

- **Les propositions portées par les femmes, doivent être systématiquement relayées, par elles, au plus haut niveau de décision.**
- **Les stratégies développées par les femmes doivent être rendues visibles, doivent être politiquement soutenues et surtout financées de manière transversale dans toutes les politiques et actions d'atténuation et d'adaptation.**
- **Une conférence des femmes, réunissant leurs divers-es représentant-es civil-es et politiques transnationaux, doit être créée, consultée et engagée pour chaque prise de décision et élaboration de recommandations. Et ce dès maintenant dans la préparation de la COP 21.**

Unanimité moins 1 blanc